



Doc. 12659

22 juin 2011

La promotion d'alternatives à l'emprisonnement

Proposition de résolution

déposée par M. Jean-Charles GARDETTO et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Dans de nombreux pays d'Europe, la population carcérale augmente à nouveau. La surpopulation des prisons représente toujours un grave problème, comme l'a souligné le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT). Elle réduit considérablement l'impact de la prison en matière de lutte contre la récidive et de réinsertion.

En plus des prisonniers effectivement condamnés, 360 458 personnes sont actuellement détenues à titre préventif ou provisoire dans les Etats membres du Conseil de l'Europe.

Le coût de l'emprisonnement d'un délinquant peut aller jusqu'à 70.000 € par an. Les sanctions alternatives sont plus économiques et ont plus d'impact sur la réinsertion des personnes concernées.

L'emprisonnement d'un parent peut avoir d'importantes conséquences psychologiques sur les enfants des personnes détenues. Les effets d'une séparation due à l'emprisonnement d'un parent peuvent perdurer longtemps et augmenter le risque que les enfants deviennent eux-mêmes des délinquants.

Des alternatives appropriées à l'emprisonnement pour les personnes ayant commis un petit délit pourraient considérablement réduire le nombre de prisonniers en Europe et augmenteraient la probabilité d'une réinsertion réussie.

Utilisées de manière adéquate, les alternatives aux peines d'emprisonnement peuvent aider à résoudre le problème de la surpopulation carcérale tout en répondant aux préoccupations légitimes de la société quant à la sécurité et en promouvant la réinsertion du contrevenant. Les alternatives possibles, qui ont déjà été testées dans quelques Etats membres du Conseil de l'Europe, comprennent notamment des mesures de « justice réparatrice », des programmes au niveau de la communauté en vue de réinsérer les délinquants sexuels dans la société et des bracelets électroniques.

Il paraît particulièrement important que l'Assemblée parlementaire étudie cette problématique et les solutions alternatives à l'emprisonnement, les modalités selon lesquelles elles pourraient être mises en œuvre dans les pays membres, leur impact et leur coût.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

GARDETTO Jean-Charles, Monaco, PPE/DC
BEMELMANS-VIDEC Marie-Louise, Pays-Bas, PPE/DC
BÉTEILLE Laurent, France, PPE/DC
BRASSEUR Anne, Luxembourg, ADLE
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
FRITZ Erich Georg, Allemagne, PPE/DC
FRONC Martin, République slovaque, PPE/DC
GAUTIER Gisèle, France, PPE/DC
GHILETCHI Valeriu, République de Moldova, PPE/DC
GREFF Claude, France, PPE/DC
GRIGNON Francis, France, PPE/DC
GROSS Andreas, Suisse, SOC
GUȚU Ana, République de Moldova, ADLE
HÜBINGER Anette, Allemagne, PPE/DC
KOVÁCS Elvira, Serbie, PPE/DC
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
MAISSEN Theo, Suisse, PPE/DC
MARIN Christine, France, PPE/DC
MARQUET Bernard, Monaco, ADLE
MARTY Dick, Suisse, ADLE
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC
MIGNON Jean-Claude, France, PPE/DC
MINCHEV Krasimir, Bulgarie, PPE/DC
PALIHOVICI Liliana, République de Moldova, PPE/DC
PAPADIMITRIOU Elsa, Grèce, PPE/DC
POSTANJYAN Zaruhi, Arménie, PPE/DC
POURGOURIDES Christos, Chypre, PPE/DC
ROCHEBLOINE François, France, PPE/DC
SANTINI Giacomo, Italie, PPE/DC
SASI Kimmo, Finlande, PPE/DC
SCHNEIDER André, France, PPE/DC
SYDOW Björn, von, Suède, SOC
TÜRKÖNE Özlem, Turquie, PPE/DC
VAREIKIS Egidijus, Lituanie, PPE/DC
VOLONTÈ Luca, Italie, PPE/DC
VRETTOS Konstantinos, Grèce, SOC
VUČKOVIĆ Nataša, Serbie, SOC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste